

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

Burkina Faso
Unité - Progrès - Justice

Ministère de l'Economie, des
Finances et de la prospective

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique
et de la Démographie (INSD)



TBE n° 04/2022

Tableau de bord de l'Economie

au 4 ème trimestre 2022

Mars 2023

SOMMAIRE

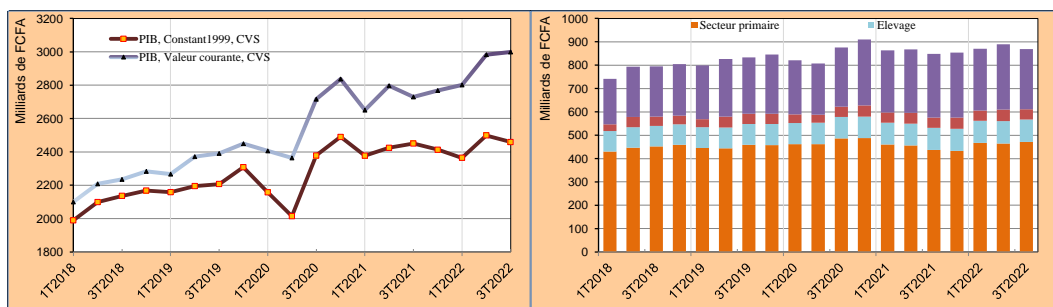
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	19
Définitions et abréviations	25
Crédit des contributions	26

Secteur réel

Le dernier trimestre de l'année 2022 est marqué par une baisse de 2,3% du niveau général des prix à la consommation, en glissement trimestriel. Cependant, comparé au dernier trimestre 2021, le niveau des prix a augmenté de 12,2%. Le recul des prix au quatrième trimestre 2022 par rapport au trimestre précédent est consécutif à la baisse des prix des produits des fonctions « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-4,0%) et « boissons alcoolisées tabac et stupéfiants » (-2,3%) en dépit du renchérissement des produits des fonctions « enseignement » (+1,6%) et « Restaurants et Hôtels » (+0,8%). L'activité économique au troisième trimestre 2022 est marquée par un recul de 1,6% de la croissance comparée au trimestre précédent. Elle est portée positivement par le secteur tertiaire (+3,7%), le primaire (+1,2%) et négativement par le secteur secondaire (-9,2%). La production industrielle enregistre une baisse par rapport au deuxième trimestre. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), s'est établi à 131,2 en baisse de 4,5% en glissement trimestriel. Par rapport au même trimestre de 2021, l'indice enregistre une baisse de 7,3%.

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) En volume aux prix de l'année précédente chaînés, CVS	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2022	2022	2022	trimestriel	annuel
Secteur primaire	437,2	432,9	466,7	465,0	470,8	1,2%	7,7%
Agriculture	296,0	291,0	323,2	321,1	326,4	1,6%	10,3%
Agriculture hors égrenage de coton	282,1	276,2	309,3	307,8	311,8	1,3%	10,5%
Egrenage de coton	13,9	14,5	14,2	13,9	14,7	5,7%	6,0%
Élevage	94,0	94,6	95,3	95,8	96,1	0,4%	2,3%
Sylviculture et chasse	38,5	38,5	38,6	38,7	38,8	0,1%	0,7%
Pêche et aquaculture	7,8	7,9	7,9	7,9	7,9	0,1%	0,7%
Secteur secondaire	654,6	653,5	600,5	631,1	573,1	-9,2%	-12,5%
Activités extractives	303,3	302,7	271,4	279,3	239,0	-14,4%	-21,2%
Activités manufacturières	248,0	255,4	250,8	270,5	268,4	-0,8%	8,2%
Agroalimentaire	162,8	166,3	164,1	178,3	185,7	4,2%	14,0%
Fabrication de textiles et articles d'habillements	26,7	26,7	27,1	27,0	27,0	-0,2%	1,1%
Fabrication de produits minéraux	13,9	12,9	15,7	16,0	12,6	-21,3%	-9,5%
Autres industries manufacturières	44,2	48,3	43,9	48,7	43,6	-10,3%	-1,3%
Electricité - Eau - Assainissement	19,4	19,6	20,6	22,6	18,2	-19,6%	-6,2%
Construction	72,8	66,5	54,0	57,6	55,0	-4,6%	-24,5%
Secteur tertiaire	1 067,9	1 031,1	1 025,7	1 114,6	1 155,3	3,7%	8,2%
Commerce et réparation	196,9	208,5	206,1	221,1	209,7	-5,2%	6,5%
Transport et entreposage	27,4	32,6	25,4	27,4	24,1	-12,0%	-12,0%
Hébergement et restauration	46,2	42,1	39,8	47,4	47,8	0,9%	3,4%
Information et communication	72,0	76,8	69,2	79,3	72,6	-8,5%	0,8%
Services financiers et assurances	37,8	40,0	40,3	43,7	45,5	4,1%	20,3%
Activités immobilières	119,8	120,2	121,0	121,5	121,9	0,3%	1,7%
Activités professionnelles, scientifiques, techniques, Services d'information	25,1	26,6	28,3	28,9	27,5	-4,9%	9,5%
Services d'administration publique et autres services collectifs	537,3	482,1	493,9	542,4	599,0	10,4%	11,5%
Impôts et taxes nets sur les produits	272,6	278,4	264,1	280,3	258,9	-7,6%	-5,0%
PIB, Volume au prix de l'année précédente	2 450,1	2 412,9	2 364,5	2 499,0	2 459,3	-1,6%	0,4%
PIB, Valeur courante, CVS	2 729,8	2 767,8	2 801,4	2 983,2	2 999,1	0,5%	9,9%



L'activité économique au troisième trimestre 2022 est marquée par un recul de 1,6% de la croissance comparée au trimestre précédent. Elle est portée positivement par le secteur tertiaire (+3,7%), le primaire (+1,2%) et négativement par le secteur secondaire (-9,2%).

La bonne tenue de l'activité économique dans le tertiaire est due aux activités d'administration publique et autres services collectifs ou personnels (+10,4%) et les services financiers et d'assurances (+4,1%). Cependant, les sous-secteurs de « transport et entreposage », « d'information et communication » et « commerce et réparation » ont connu de fortes stagnations en termes de croissance.

Dans le primaire, la croissance enregistrée au troisième trimestre 2022 est faible (+1,2%) par rapport au trimestre précédent. En effet, l'agriculture et l'élevage qui constituent les deux branches du secteur ont enregistré des progressions respectives de 1,6% et de 0,4%.

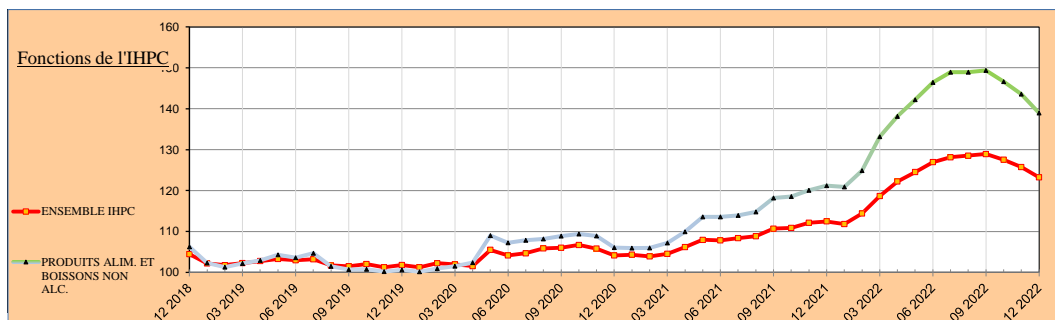
Contrairement au tertiaire et au primaire, le secteur secondaire a connu une dégradation en termes de croissance (-9,2%) par rapport au troisième trimestre 2022. Cette situation économique s'explique par le ralentissement de l'activité économique dans l'extraction (-14,4%) et dans le sous-secteur « Electricité-Eau-Assainissement » (-19,6%).

En variation annuelle, le PIB enregistre une hausse de 0,4% par rapport au troisième trimestre de l'année 2021 porté par le tertiaire (+8,2%) et le primaire (+7,7%). Par contre, le secteur secondaire enregistre une régression (-12,5%) par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Source : MINEFID / INSD

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2014	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2021	2022	2022	2022	2022	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	111,8	114,9	124,6	128,5	125,5	-2,3%	12,2%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	119,9	126,3	142,3	149,1	143,1	-4,0%	19,3%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	142,8	137,3	159,9	153,9	150,3	-2,3%	5,3%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,6	101,6	101,6	101,7	101,7	0,0%	0,1%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	100,5	97,9	102,2	105,3	105,4	0,1%	4,9%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	101,0	101,4	101,6	101,6	102,1	0,5%	1,0%
SANTE	100,6	100,6	100,6	100,6	100,7	0,0%	0,1%
TRANSPORTS	99,2	99,2	102,6	105,3	106,3	0,9%	7,2%
COMMUNICATION	98,7	98,7	98,7	98,7	98,7	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	101,1	101,1	101,2	101,4	102,0	0,6%	0,9%
ENSEIGNEMENT	112,1	112,1	112,1	112,1	114,0	1,6%	1,7%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	107,1	107,3	107,3	107,9	108,8	0,8%	1,6%
AUTRES BIENS ET SERVICES	101,3	101,4	101,4	101,4	101,4	0,0%	0,1%



Le dernier trimestre de l'année 2022 est marqué par une baisse de 2,3% du niveau général des prix à la consommation, en glissement trimestriel. Cependant, comparé au dernier trimestre 2021, le niveau des prix a augmenté de 12,2%.

Le recul des prix en quatrième trimestre 2022 par rapport au trimestre précédent est consécutif à la baisse des prix des produits des fonctions « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-4,0%) et « boissons alcoolisées tabac et stupéfiants » (-2,3%) en dépit du renchérissement des produits des fonctions « enseignement » (+1,6%) et « Restaurants et Hôtels » (+0,8%).

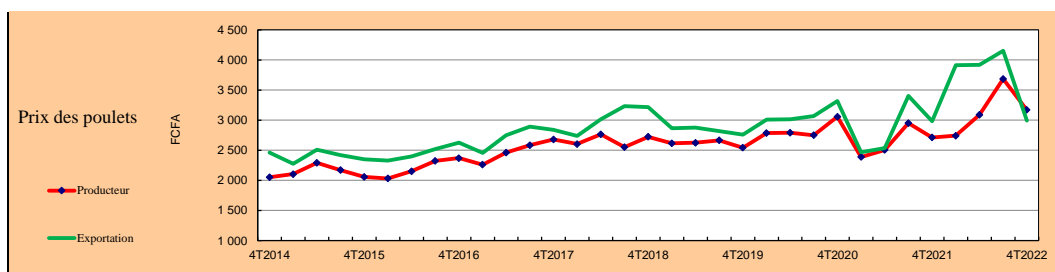
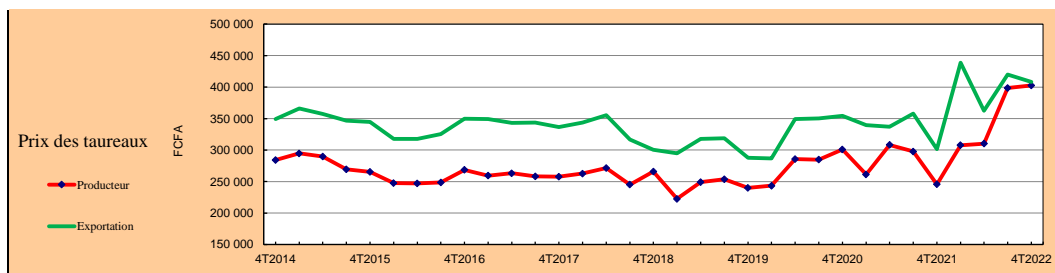
La hausse annuelle de 12,2% est soutenue principalement par le renchérissement des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+19,3%) mais aussi de l'augmentation des prix dans les fonctions « boissons alcoolisées tabac et stupéfiants » (+5,3%), « transports » (+7,2%) et « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+4,9%).

A fin décembre 2022, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de 14,1% contre 3,9% à fin décembre 2021. Cette inflation est principalement alimentée par les fonctions de consommation "produits alimentaires, des boissons alcoolisées et non alcoolisées"

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2021	2022	2022	2022	2022	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	245 687	307 780	310 333	398 539	402 618	1,0%	63,9%
Prix à l'exportation du taureau	301 231	438 941	362 287	419 857	408 249	-2,8%	35,5%
Prix au producteur du bœvier	44 735	61 176	56 861	57 325	67 301	17,4%	50,4%
Prix à l'exportation du bœvier	53 579	71 662	72 645	61 229	57 278	-6,5%	6,9%
Prix au producteur du bouc	29 986	34 190	33 750	22 649	31 238	37,9%	4,2%
Prix à l'exportation du bouc	29 082	28 903	29 090	28 050	32 578	16,1%	12,0%
Prix au producteur du poulet	2 713	2 741	3 089	3 683	3 170	-13,9%	16,8%
Prix à l'exportation du poulet	2 983	3 915	3 920	4 153	2 990	-28,0%	0,2%
Prix au producteur de la pintade	2 979	3 075	3 107	3 955	3 173	-19,8%	6,5%
Prix à l'exportation de la pintade	3 128	3 456	3 479	3 702	3 248	-12,3%	3,8%



Les marchés à bétail au quatrième trimestre 2022 ont connu une hausse du niveau des prix du bétail et de la volaille par rapport à 2021.

Le prix du taureau au quatrième trimestre de 2022 a augmenté sur les marchés de production tant en glissement trimestriel (+1,0%) qu'en glissement annuel (+63,9%). Sur les marchés d'exportation, ces prix ont baissé en glissement trimestriel (-2,8%) et augmenté en glissement annuel (+35,5%). Cette situation s'explique par la baisse des approvisionnements sur les marchés de production d'une part et par la fréquentation de moins en moins des acteurs étrangers sur les marchés d'exportation d'autre part.

Le prix du bœvier a augmenté au niveau des marchés de production respectivement en glissement trimestriel (+17,4%) et en glissement annuel (+50,5%). Cette hausse s'explique par la convergence de plus en plus des commerçants vers ces marchés et par la réduction des approvisionnements. Sur les marchés d'exportation ces prix ont varié à la baisse en glissement trimestriel (-6,5%) et à la hausse en glissement annuel (+6,9%).

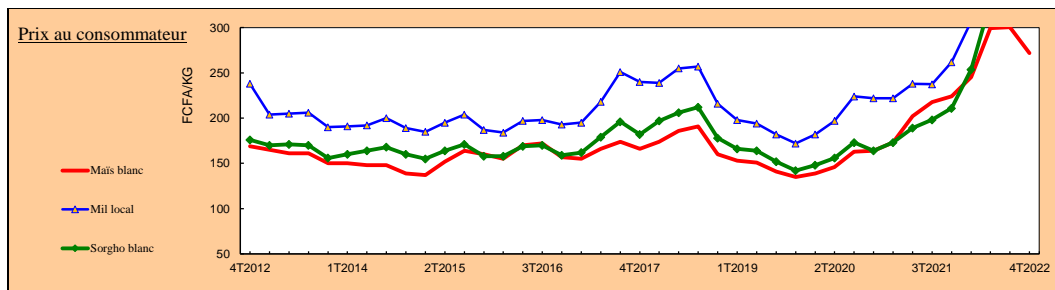
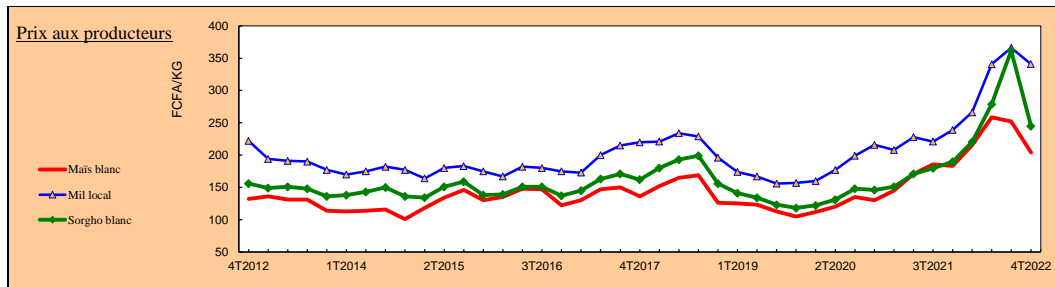
Le prix du bouc a évolué à la hausse aussi bien sur les marchés de production que sur les marchés d'exportations. Sur les marchés de production ces hausses ont été de 37,9% en glissement trimestriel et de 4,2% en glissement annuel. Sur les marchés d'exportation les hausses ont été de 16,1% et de 12,0% respectivement en glissement trimestriel et en glissement annuel.

La volaille a connu une baisse de son prix sur les marchés en glissement trimestriel. En effet, le prix du poulet a baissé de 14,0% sur les marchés de production et de 28,0% sur les marchés d'exportation en glissement trimestriel ; en glissement annuel il a augmenté de 16,8% sur les marchés de production et de 0,2% sur les marchés d'exportation. Quant à la pintade, son prix a baissé de 19,8% et 12,3% respectivement sur les marchés de productions et d'exportations en glissement trimestriel et augmenté respectivement de 6,5% et de 3,9% sur les marchés de productions et d'exportations en glissement annuel.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2021	2022	2022	2022	2022	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	183,3	215,2	258,7	252,1	204,0	-19,1%	11,3%
Prix au consommateur du maïs blanc	224,0	245,5	299,4	300,4	272,0	-9,5%	21,4%
Prix au producteur du mil local	238,9	266,3	340,8	366,3	341,0	-6,9%	42,7%
Prix au consommateur du mil local	261,8	306,8	386,4	418,7	408,0	-2,6%	55,8%
Prix au producteur du sorgho blanc	189,6	220,3	278,9	361,8	245,0	-32,3%	29,2%
Prix au consommateur du sorgho blanc	210,9	253,7	328,0	382,3	316,0	-17,3%	49,8%



Les prix des au producteur des produits céréaliers ont baissé au quatrième trimestre 2022, mettant fin à la croissance continue entamée depuis le premier trimestre 2020. Au quatrième trimestre de 2022, on constate des baisses des prix moyens des principales denrées locales de base en glissement trimestriel et des hausses en glissement annuel. L'évolution des prix en cette période est aussi importante que ce qui est habituellement observé.

En glissement trimestriel, sur les marchés de collecte, le sorgho blanc est la céréale dont le prix a enregistré la plus grande variation (-32,3%) tandis que le prix du mil local a enregistré la plus petite baisse (-6,9%). Le prix du maïs blanc quand à lui baisse de 19,1%. Sur les marchés de détails, c'est toujours le prix du sorgho blanc qui enregistre la plus grande baisse (-17,3%) alors que le prix du mil local enregistre une baisse minimale (-2,6%). En effet, le prix du maïs blanc à la collecte est passé de 252,1 F/Kg à 204 F/Kg. Celui du mil local est passé de 341 F/Kg à 361 F/Kg. Le prix du sorgho blanc a varié de 361 F/Kg à 245 F/Kg. Par ailleurs sur les marchés de détails les niveaux de prix ont varié de manières différentes pour chacune des trois céréales et imputable à la hausse des prix sur les marchés de collecte:

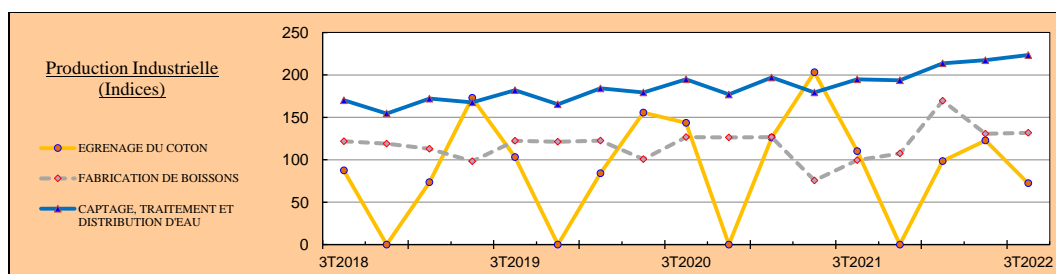
En glissement annuel, les prix ont plutôt évolué à la hausse. Sur les marchés de collecte, la hausse la plus élevée est enregistrée par le mil local (+42,7%) et la moins élevée par le maïs blanc (+11,3%). Sur les marchés de détails, la hausse la plus élevée concerne le mil local (+55,8%) et la moins élevée le maïs blanc (+21,4%). Ces évolutions s'expliqueraient principalement par:

- (i) le faible niveau d'approvisionnement des marchés;
- (ii) l'accès difficile de certaines zones de collecte;
- (iii) la forte demande céréalière.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICES TRIMESTRIELS CHAINES - BASE 100 EN 2015 - DIVISIONS

IHPI Trimestriel INDICES TRIMESTRIELS CHAINES - BASE 100 EN 2015 - DIVISIONS	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2022	2022	2022	trimestriel	annuel
EGRENAGE DU COTON	0,0	98,5	122,7	72,4	17,4	-76,0%	-20,4%
EXTRACTION DE MINERAIS MÉTALLIQUES	129,9	113,9	108,1	111,6	103,4	-7,4%	-20,4%
ACTIVITÉS DE SOUTIEN AUX INDUSTRIES EXTRACTIVES	408,3	260,1	229,7	227,7	315,7	38,6%	-22,7%
FABRICATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES	93,4	96,7	90,5	96,3	80,5	-16,4%	-13,8%
FABRICATION DE BOISSONS	107,4	169,6	130,7	131,9	160,7	21,9%	49,6%
FABRICATION DE PRODUITS A BASE DE TABAC	139,5	138,8	133,1	132,3	63,4	-52,1%	-54,6%
ACTIVITES DE FABRICATION DE TEXTILES	107,0	98,3	136,9	115,0	109,3	-4,9%	2,2%
FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT	102,5	361,5	332,8	313,9	271,6	-13,5%	164,9%
TRAVAIL DU CUIR ; FABRICATION D'ARTICLES DE VOYAGE	27,1	12,6	36,5	28,4	28,4	-0,3%	4,8%
TRAVAIL DU BOIS ET FABRICATION D'ARTICLES EN BOIS	122,6	115,5	148,5	136,5	177,8	30,2%	44,9%
FABRICATION DU PAPIER ET DU CARTON	160,2	355,5	423,0	304,2	198,3	-34,8%	23,8%
IMPRIMERIE ET REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS	76,7	173,1	215,3	204,0	124,9	-38,8%	63,0%
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	224,1	204,2	141,2	132,4	147,6	11,5%	-34,1%
TRAVAIL DU CAOUTCHOUC ET DU PLASTIQUE	168,2	303,2	166,7	163,7	119,3	-27,1%	-29,1%
FABRICATION DE MATERIAUX MINERAUX	109,0	106,2	94,0	90,9	102,6	12,9%	-5,9%
MÉTALLURGIE	71,4	69,7	57,1	56,3	53,7	-4,6%	-24,9%
FABRICATION D'OUVRAGES EN MÉTAUX	215,7	232,1	156,0	193,0	413,8	114,4%	91,9%
FABRICATION D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
FABRICATION DE MEUBLES ET MATELAS	284,8	269,9	262,3	295,1	266,7	-9,6%	-6,4%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	102,4	295,1	356,6	72,8	52,5	-27,9%	-48,8%
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITÉ ET DE CHALEUR	358,1	379,4	389,1	414,5	342,4	-17,4%	-4,4%
CAPTAGE, TRAITEMENT ET DISTRIBUTION D'EAU	193,6	213,7	217,3	223,4	222,1	-0,6%	14,7%
Ensemble	141,5	147,5	136,5	137,4	131,2	-4,5%	-7,3%



Au troisième trimestre 2022, la production industrielle enregistre une baisse par rapport au deuxième trimestre. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), s'est établi à 131,2 en baisse de 4,5% en glissement trimestriel. Par rapport au même trimestre de 2021, l'indice enregistre une baisse de 7,3%.

En glissement trimestriel, la baisse du rythme de l'activité industrielle s'explique principalement par une baisse de l'activité d'égrenage de coton (-76,0%), de la fabrication de produits à base de tabac (+12,5%), d'imprimerie et reproduction d'enregistrement (-38,8%), et de fabrication du papier et de carton (-34,8%). En revanche, d'autres activités ont augmenté. Il s'agit de l'activité de fabrication d'ouvrage en métaux (+114,4%), les activités de soutien aux industries extractives (+38,6%), le travail du bois et de fabrication d'articles en bois hors meubles (+30,2%) et la fabrication de boisson (21,9%).

En glissement annuel, la baisse du rythme de l'activité industrielle est due essentiellement à une forte baisse de l'activité de fabrication de produit à base de tabac (-54,6%), des autres produits manufacturières (-48,8) et de la fabrication de produits chimiques (-34,1%).

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2016	déc 2017	déc 2018	déc 2019	déc 2020	Croissance moyenne	
						2016-2020	2019-2020
Effectif de bovins (en têtes)	9 457 934	9 647 073	9 839 995	10 036 771	10 237 484	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	9 842 712	10 137 973	10 442 084	10 755 322	11 077 955	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	14 737 393	15 179 490	15 634 856	16 103 880	16 586 976	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	44 792	46 135	47 519	48 945	50 413	3,0%	3,0%

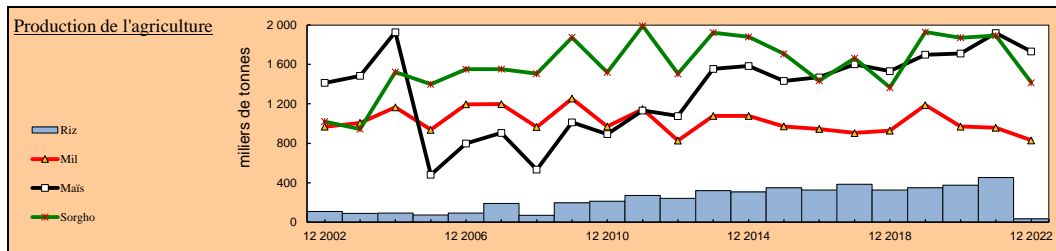


La pandémie de la Covid-19 n'a pas permis le bon déroulement des activités entrant dans le cadre de la Première Enquête Nationale sur le Cheptel (ENC1) qui devrait permettre de disposer de données actualisées. En attendant donc les résultats de l'ENC1, les effectifs du cheptel 2020 sont estimés sur la base des données de la deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II). Les résultats de cette estimation consignés dans le tableau ci-dessus donnent des effectifs de 10 237 484 têtes de bovins, de 27 664 931 têtes de petits ruminants (ovins et caprins) et de 50 413 102 têtes pour la volaille (poules et pintades).

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2018	déc 2019	déc 2020	déc 2021	déc 2022	Croissance moyenne	
						Quinquennale	Annuel
Production brute totale de céréales	5 180 702	4 939 630	5 179 104	4 661 140	4 915 423	-1,3%	5,5%
dont : Production brute de mil	1 189 079	970 176	957 253	705 345	830 180	-8,6%	17,7%
dont : Production brute de sorgho	1 929 834	1 871 792	1 893 571	1 207 786	1 414 714	-7,5%	17,1%
dont : Production brute de maïs	1 700 127	1 710 898	1 920 101	1 853 510	1 732 460	0,5%	-6,5%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	350 392	376 577	451 421	451 014	34 289	-44,1%	-92,4%



Le quatrième trimestre 2022 a été marqué par la tenue de la deuxième session ordinaire de l'année 2022 du Comité de Prédiction de la Situation Alimentaire et Nutritionnelle (CPSA) qui s'est tenue les 17 et 18 novembre 2022.

La production céréalière prévisionnelle est estimée à 4 915 423 tonnes. Cette production est en hausse respective de 5,5% et 2,3% par rapport à la campagne agricole précédente et à la moyenne des cinq dernières années.

La production du mil local est ressortie à 830 180 tonnes, soit une hausse de 17,7% par rapport à la campagne passée et une baisse de 10,7% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes agricoles ;

La production du Maïs s'est affichée à 1 732 460 tonnes, soit une baisse respective de 6,5% et 0,6% par rapport à l'année précédente et à la moyenne quinquennale ;

La production du Sorgho blanc est estimée à 1 414 714 tonnes, soit une hausse notable de 17,13% par rapport à la campagne agricole passée. Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, cette production est en hausse de 6,6% ;

La production du sorgho rouge est affichée à 495 155 tonnes, soit une hausse respective de 13,6% et 22,8% par rapport à la production définitive de la campagne agricole précédente et par rapport à la moyenne quinquennale ;

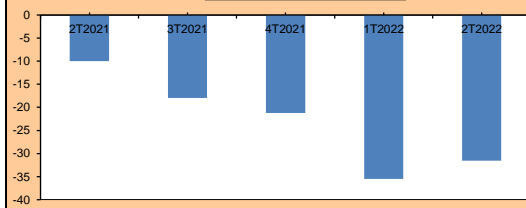
La production du riz est ressortie à 34 289 tonnes, correspondant à une baisse de 3,7% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2021-2022 et une hausse de 11,1% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes ;

Le fonio enregistre une production de 8 625 tonnes, en hausse de 14,2% par rapport à la production définitive de la campagne agricole précédente et une baisse de 13,6% par rapport à la moyenne quinquennale.

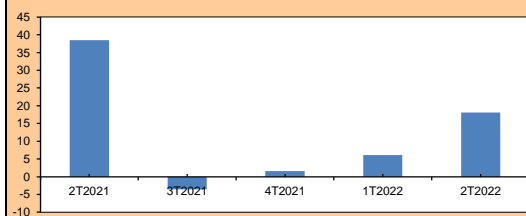
La production prévisionnelle des cultures de rente est évaluée 1 572 136 tonnes et est en hausses respectives de 8,3% par rapport à la campagne passée et de 8,2% et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

La production prévisionnelle des autres cultures vivrières (niébé, voandzou, igname, et patate) de la campagne agricole 2022/2023 est estimée à 889 503 tonnes soit une hausse de 28,3% et de 8,3% par rapport à la campagne précédente et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Cette production se répartit comme suit :

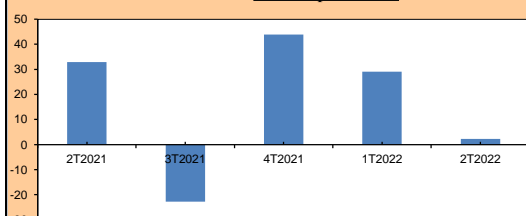
Sources : M.A.A.H. / SO.NA.G.E.S.S.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...**... sur le climat des affaires****Climat des affaires**

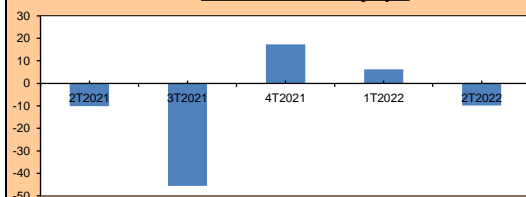
Le climat des affaires est en perpétuelle détérioration. En effet, la détérioration du climat des affaires amorcer depuis le troisième trimestre 2021 se poursuit jusqu'au troisième trimestre 2022. Comparé au troisième trimestre de 2021, la détérioration du climat des affaires s'est aggravée. Il faut noter que depuis 2019 on assiste à une détérioration continue du climat des affaires.

... sur les recettes**Recettes**

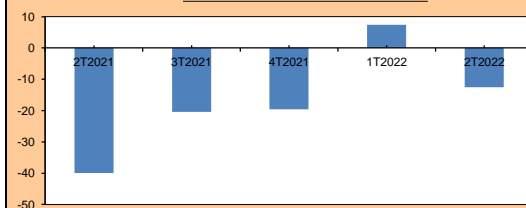
Comparé au troisième trimestre 2022, les recettes ont connu une baisse. Cette baisse des recettes a été constaté au troisième trimestre 2021. Mais la baisse des recettes au troisième trimestre 2022 est beaucoup plus prononcée que celle il y'a un an.

... sur la production**Production**

Au troisième trimestre 2022, tout comme les recettes, la production a connu une baisse par rapport au 2ème trimestre 2022. Comparé au troisième trimestre 2021, la production la production au troisième trimestre 2022 a connu une baisse très importante.

... sur les effectifs employés**Effectifs employés**

La hausse de l'effectif des employés amorcées depuis le deuxième trimestre 2022 s'est pas maintenue. En effet, au troisième trimestre 2022, on a assisté à une baisse des effectifs employés. Comparé au deuxième trimestre 2022, l'effectif des employés au troisième trimestre 2022 est en dessous de celui du deuxième trimestre 2022. Au troisième trimestre 2021, on avait assisté à une baisse de l'effectif des employés ; une baisse plus prononcée que celle au troisième trimestre 2022.

... sur la situation de la trésorerie**Trésorerie des entreprises**

La situation de la trésorerie s'est détériorée davantage au troisième trimestre 2022 ; une détérioration entamée depuis le deuxième trimestre 2022. Comparé au troisième trimestre 2021, la situation est identique même si la détérioration de la trésorerie au troisième trimestre 2022 est beaucoup plus prononcée que celle du même trimestre de 2021.

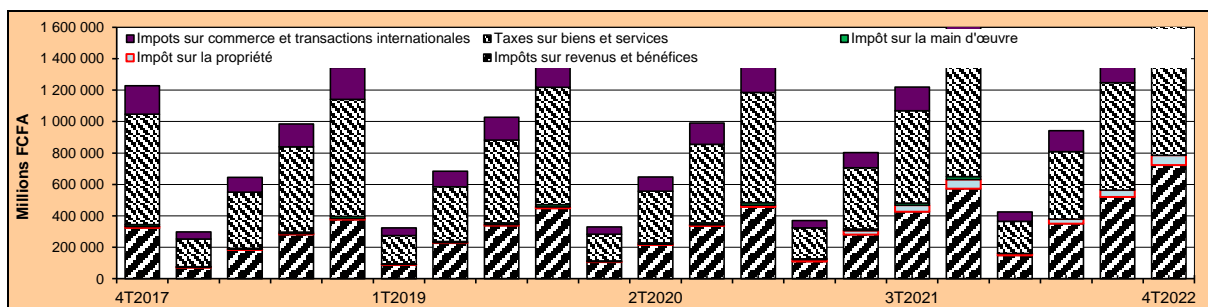
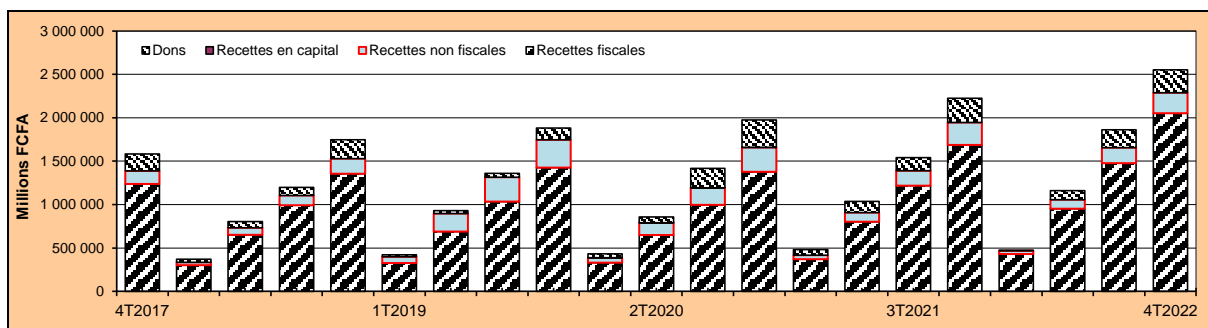
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, au 31 décembre 2022, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 1 065,1 milliards de FCFA, contre un déficit de 708,1 milliards de FCFA à fin décembre 2021.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	4. Trim. 2021	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	4. Trim. 2022	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	2 340 113,0	2 223 865,0	473 604,1	1 160 937,4	1 861 925,6	2 551 944,5	109,1%	14,8%
Recettes totales	2 000 418,0	1 946 590,5	466 775,5	1 056 048,7	1 655 066,8	2 288 253,0	114,4%	17,6%
Recettes courantes	2 000 418,0	1 946 590,5	466 775,5	1 056 048,7	1 655 066,8	2 288 253,0	114,4%	17,6%
Recettes fiscales	1 762 400,0	1 687 513,3	430 278,4	952 401,4	1 477 551,4	2 052 445,8	116,5%	21,6%
Impôts sur revenus et bénéfices	565 579,0	572 629,9	149 152,7	350 732,8	520 195,1	723 207,1	127,9%	26,3%
Impôt sur la main d'œuvre	17 213,0	16 236,0	5 098,8	9 761,6	14 026,3	18 236,4	105,9%	12,3%
Taxes sur biens et services	865 586,0	822 535,1	204 794,5	429 745,7	684 141,3	950 667,0	109,8%	15,6%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	239 988,0	215 780,6	59 538,1	132 936,9	214 301,2	296 246,8	123,4%	37,3%
Autres recettes fiscales	1 734,0	1 430,2	249,8	608,6	1 069,7	2 068,4	119,3%	44,6%
Recettes non fiscales	238 017,0	259 077,2	36 497,1	103 647,3	177 515,4	235 807,3	99,1%	-9,0%
Recettes en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Dons	339 695,0	277 274,5	6 828,6	104 888,6	206 858,8	263 691,4	77,6%	-4,9%
Projets	222 295,0	196 347,0	6 828,6	104 888,6	146 593,8	203 426,4	91,5%	3,6%
Programmes	117 400,0	80 927,5	0,0	0,0	60 265,0	60 265,0	51,3%	-25,5%



Le TOFE affiche un niveau de mobilisation des recettes totales et dons de 2 551,94 milliards de FCFA à fin décembre 2022 contre un niveau de 2 223,87 milliards de FCFA à la même période en 2021, soit une hausse de 14,8% (milliards de FCFA). Cette hausse est expliquée par celle des recettes propres, les dons ayant connu une baisse.

Les recettes propres ont enregistré une progression de 17,6% par rapport à fin décembre 2021 pour s'établir à 2 288,25 milliards de FCFA. Cette performance résulte de la hausse des recettes fiscales et de la baisse des recettes non fiscales.

En effet, les recettes fiscales, au 31 décembre 2022, se sont établies à 2 052,45 milliards de FCFA, en hausse de 364,93 milliards de FCFA (+21,6) par rapport au niveau de fin décembre 2021. Cette hausse est expliquée essentiellement par l'augmentation des « impôts sur revenus et bénéfices » de 150,58 milliards de FCFA, des « taxes sur biens et services » de 128,13 milliards de FCFA et des « impôts sur le commerce et les transactions international » de 80,47 milliards de FCFA.

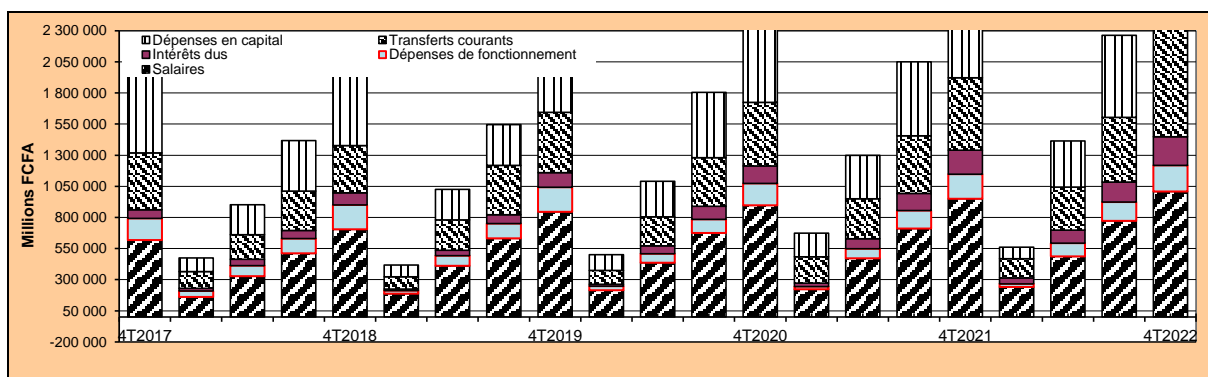
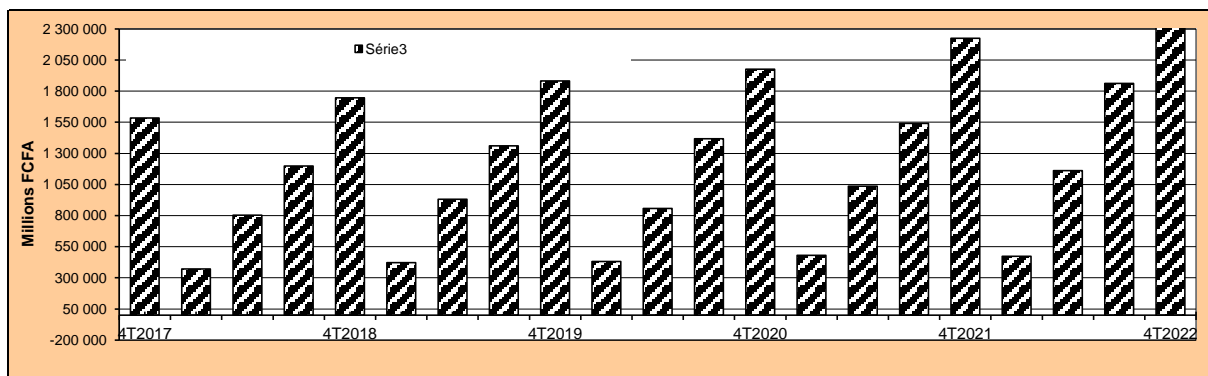
Les recettes non fiscales ont connu une diminution de 23,27 milliards de FCFA (-9,0%) pour se situer à 235,81 milliards de FCFA à fin décembre 2022. Cette diminution est imputable essentiellement aux baisses des « ventes non industrielles » de 23,03 milliards de FCFA et des « Autres recettes non fiscales » de 20,89 milliards de FCFA, atténuées par la hausse des « produits financiers » de 19,02 milliards FCFA.

En ce qui concerne les dons, leur mobilisation s'est affichée à 263,69 milliards de FCFA au 31 décembre 2022 contre une mobilisation de 277,27 milliards de FCFA à la même période de 2021, soit une diminution de 13,58 milliards de FCFA. Cette diminution est expliquée par celle des dons programmes de 20,66 milliards de FCFA, les des dons projets ayant connu une augmentation de 7,08 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2021	2022	2022	2022	2022		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	2 909 524,0	2 931 920,1	555 310,5	1 406 158,3	2 254 188,4	3 617 008,6	124,3%	23,4%
Dépenses	2 534 877	2 921 678,1	561 024,8	1 414 515,5	2 262 440,1	3 626 525,8	143,1%	24,1%
Dépenses courantes	2 367 564	1 922 598,2	467 756,2	1 044 375,6	1 604 508,1	2 352 850,7	99,4%	22,4%
Salaires	861 793	949 546,2	241 690,5	487 226,8	771 636,3	1 009 122,1	117,1%	6,3%
Dépenses de fonctionnement	208 400	197 540,7	24 345,6	105 696,9	152 041,3	209 668,8	100,6%	6,1%
Intérêts dus	195 800	192 548,8	47 619,6	105 543,1	160 803,4	229 586,8	117,3%	19,2%
Transferts courants	476 063	582 962,6	154 100,6	345 908,9	520 027,0	904 472,9	190,0%	55,2%
Dépenses en capital	1 026 851	999 079,9	93 268,6	370 139,9	657 932,0	1 273 675,1	124,0%	27,5%
financées sur ressources propres	670 691	518 655,4	60 045,0	195 481,0	397 071,7	871 376,7	129,9%	68,0%
Prêts nets	-9 624	10 242,1	-5 714,3	-8 357,3	-8 251,7	-9 517,2	98,9%	-192,9%



Les dépenses totales et prêts nets, en s'affichant à 3 617,01 milliards de FCFA au 31 décembre 2022 contre 2 931,92 milliards de FCFA à la même période en 2021, enregistrent une augmentation de 685,09 milliards de FCFA. Cette progression est imputable, aussi bien, aux dépenses courantes (+430,25 milliards de FCFA) qu'à celles en capital (+274,60 milliards de FCFA). Les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 2 352,85 milliards de FCFA au 31 décembre 2022, enregistrant une hausse de 22,4% par rapport à la même période de 2021. L'évolution de cette catégorie de dépenses est due aux augmentations des dépenses de transferts courants (+321,51 milliards de FCFA), des dépenses salariales (+59,58 milliards de FCFA), des charges financières de la dette (+37,04 milliards de FCFA) et des dépenses de fonctionnement (+12,13 milliards de FCFA).

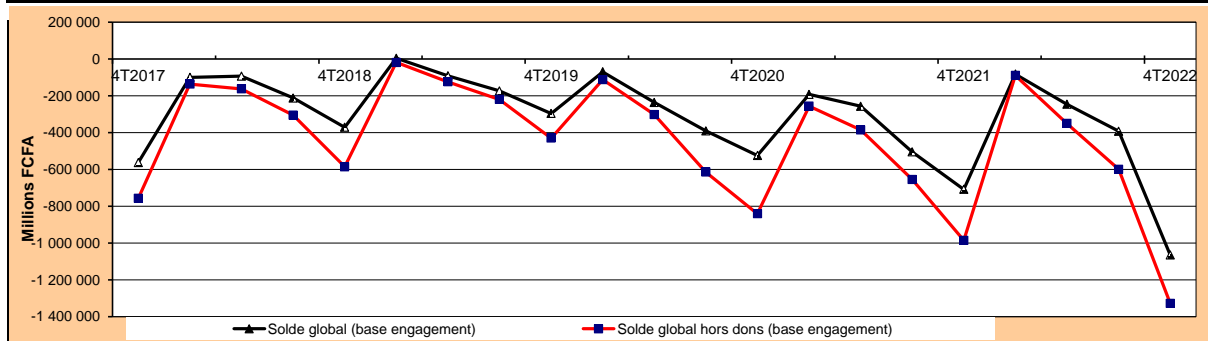
L'évolution des dépenses de transferts courants est due principalement à la hausse des subventions Hydrocarbure (SONABEL et gaz butane) de 359,14 milliards de FCFA. La progression des dépenses de personnel s'expliquerait principalement par l'incidence des rappels effectués au titre de la prise en charge des actes de promotions statutaires (avancements, bonifications, reclassements etc.), des nouveaux recrutements de personnel et des actes relatifs à la mise à jour de la situation indemnitaire des agents. La hausse des charges financières de la dette s'expliquerait par le recours de plus en plus important aux émissions de titres publics. L'accroissement des dépenses de fonctionnement, quant à lui, s'expliquerait par la prise en charge de la situation humanitaire qui prévaut dans le pays.

Les dépenses en capital se sont situées à 1 273,68 milliards de FCFA à fin décembre 2022 en augmentation de 274,60 milliards de FCFA (+27,5%) par rapport au niveau affiché un an plus tôt. Cette progression est essentiellement expliquée par la hausse des investissements financés sur ressources propres qui ont progressé de 348,00 milliards de FCFA, les investissements financés sur ressources extérieures ayant diminué de 73,41 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	4. Trim. 2021	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	4. Trim. 2022	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-569 412,0	-708 055,1	-81 706,4	-245 220,9	-392 262,8	-1 065 064,1	187,0%	50,4%
Solde global hors dons (base engagement)	-909 107,0	-985 329,6	-88 535,0	-350 109,5	-599 121,6	-1 328 755,5	146,2%	34,9%
Solde primaire de base	-367 146,0	-792 780,9	-40 915,3	-244 566,5	-438 318,2	-1 099 168,7	299,4%	38,6%
Solde de base	-562 946,0	-514 453,5	-56 018,9	-177 954,2	-341 974,9	-931 284,6	165,4%	81,0%
Solde global (base caisse)	-569 412,0	-703 817,0	-156 091,9	-303 885,0	-359 414,1	-869 499,5	152,7%	23,5%
Solde global hors dons (base caisse)	-909 107,0	-981 091,5	-162 920,5	-408 773,6	-566 272,9	-1 133 191,0	124,6%	15,5%

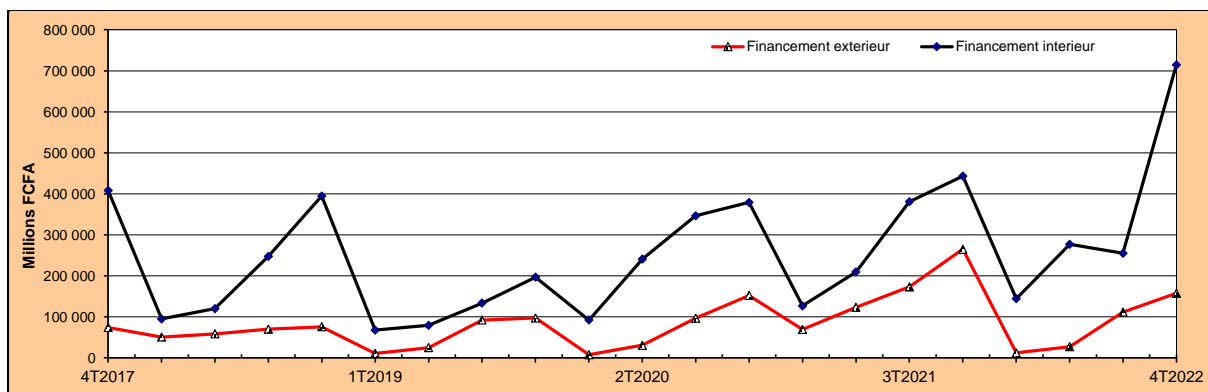


L'exécution des opérations financières de l'Etat, base engagement, est ressortie déficitaire de 1065,06 milliards de FCFA au 31 décembre 2022 contre un déficit de 708,06 milliards de FCFA à la même période de 2021, soit une détérioration de 357,01 milliards de FCFA.

Quant au déficit global (base caisse), par rapport à fin décembre 2021, il s'est détérioré de 165,68 milliards de FCFA pour se situer à 869,50 milliards de FCFA à fin décembre 2022. Il a été couvert par un financement extérieur net de 157,52 milliards de FCFA et par un financement intérieur net de 714,23 milliards de FCFA.

Le financement intérieur net de l'année 2022 s'est opéré par l'émission de cinq (05) bons du Trésor d'une valeur totale de 119,86 milliards de FCFA, de dix-neuf (19) obligations du Trésor d'un montant total de 653,62 milliards de FCFA, de sept (07) prêts directs bancaires d'un montant de 165,69 milliards de FCFA. Aussi, le financement des subventions aux hydrocarbures et aux Sociétés cotonières s'est fait, d'une part, par la titrisation des moins values de la SONABHY et, d'autre part, par une convention de crédit de 72,82 milliards de FCFA au profit des Sociétés cotonières. Les remboursements se sont élevés à 389,46 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et 242,49 milliards de FCFA pour les obligations.

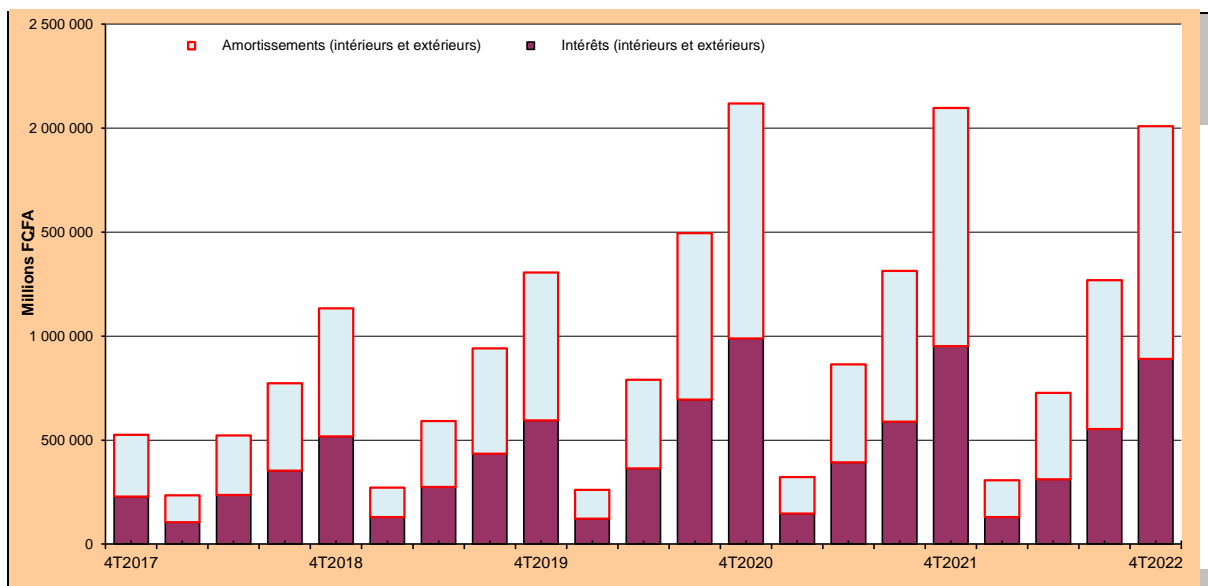
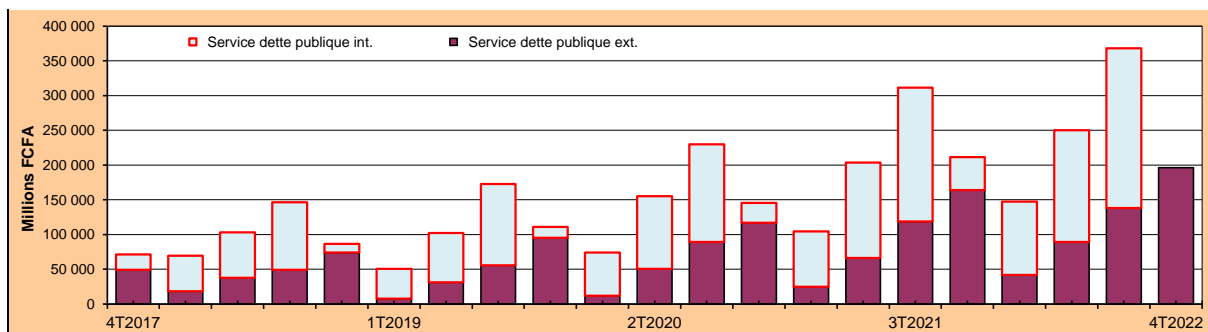
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	4. Trim. 2021	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	4. Trim. 2022	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Financement	425 391,0	708 102,4	156 464,3	304 543,9	366 725,8	871 756,9	204,9%	23,1%
Financement extérieur	95 197,0	264 997,7	12 069,5	27 460,5	111 831,9	157 522,6	165,5%	-40,6%
Décaissements extérieurs	182 723,0	337 291,6	26 311,9	67 891,1	167 917,6	251 409,2	137,6%	-25,5%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-87 526,0	-72 293,9	-14 242,4	-40 430,7	-56 085,7	-93 886,6	107,3%	29,9%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	330 195,0	443 104,7	144 394,8	277 083,4	254 893,9	714 234,3	216,3%	61,2%
Financement bancaire	29 072,8	87 393,8	99 839,0	262 785,3	279 549,5	622 507,4	2141,2%	612,3%
Secteur non bancaire	301 122,0	355 710,9	44 555,8	14 298,1	-24 655,6	91 727,0	30,5%	-74,2%
Gap de financement	144 020,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE								
(En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	4. Trim. 2021	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	4. Trim. 2022	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Total service dette publique	1 024 924,9	1 144 464,7	176 969,4	416 578,9	714 532,6	1 119 385,4	109,2%	-2,2%
Amortissements (int. et ext.)	829 125	951 915,9	129 349,8	311 035,8	553 729,1	889 798,5	107,3%	-6,5%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	195 800	192 548,8	47 619,6	105 543,1	160 803,4	229 586,8	117,3%	19,2%
Service dette publique int.	908 912,6	1 043 554,0	157 007,7	359 781,9	635 944,5	992 192,2	109,2%	-4,9%
Amortissements	741 599	879 622,0	115 107,4	270 605,1	497 643,4	795 911,9	107,3%	-9,5%
Intérêts	167 314	163 932,0	41 900,3	89 176,7	138 301,1	196 280,4	117,3%	19,7%
Service dette publique ext.	116 012,3	100 910,6	19 961,7	56 797,0	78 588,0	127 193,1	109,6%	26,0%
Amortissements	87 526	72 293,9	14 242,4	40 430,7	56 085,7	93 886,6	116,9%	29,9%
Intérêts	28 486	28 616,8	5 719,3	16 366,3	22 502,3	33 306,5	116,9%	16,4%
Service dette ext./recettes totales	5,8%	5,2%	4,3%	5,4%	4,7%	5,6%		0,37 points

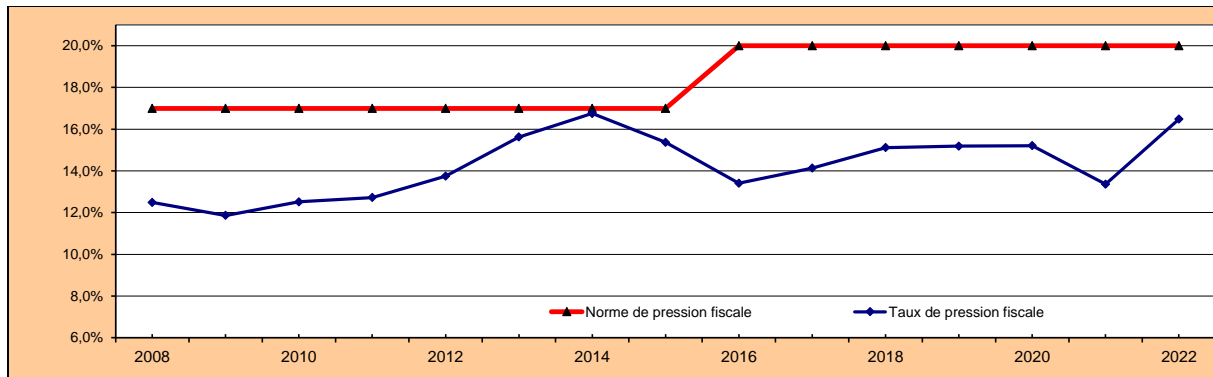


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 5,6% à fin décembre 2022 en augmentation de 0,37 point de pourcentage par rapport à son niveau de fin décembre de l'année dernière.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2018	12 2019	12 2020	12 2021	12 2022	
		Real.	Real.	Real.	Est.	Est.	
Critères de 1er rang							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-4,2%	-3,4%	-5,2%	-6,0%	-5,3%
Taux d'inflation	≤	3%	1,9%	-3,2%	1,9%	4,1%	14,1%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	40,5%	42,3%	46,2%	53,1%	52,5%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	52,1%	59,3%	65,2%	56,3%	49,2%
Taux de pression fiscale	≥	20%	15,2%	15,2%	13,4%	14,9%	16,5%



Source : MINEFID

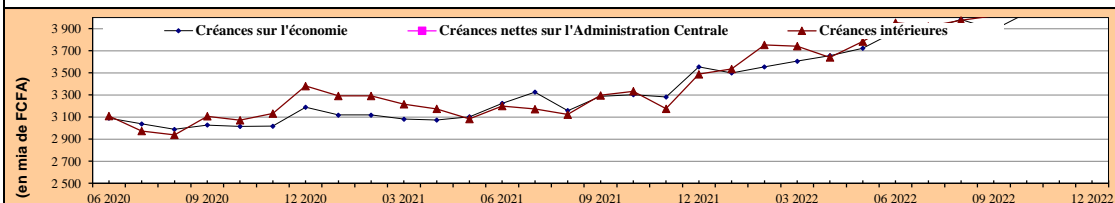
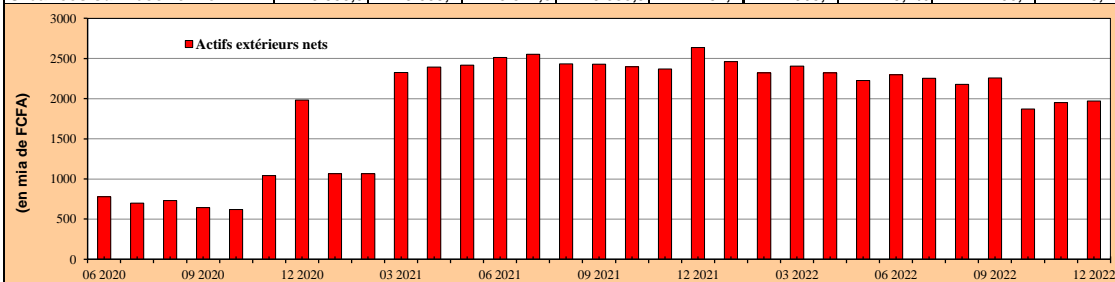
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

La situation monétaire du Burkina Faso à fin décembre 2022 a été marquée par une contraction de la masse monétaire de 177,8 milliards (+3,2%) et un repli des AEN de 287,3 milliards (-12,7%); Les crédits à l'économie ont augmenté de 381,3 milliards en hausse de 9,5% en glissement trimestriel.

En glissement annuel, la masse monétaire a enregistré un accroissement de 2,4%, suite à une progression des crédits à l'économie de 19,7%, atténuée par le repli des Actifs Extérieurs nets (AEN) de 25,2%.

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	4. Trim. 2021	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	4. Trim. 2022	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
Est.										
Circulation fiduciaire	833,5	833,4	825,1	738,0	828,7	90,7	12,3%	-4,8	-0,6%	
Dépôts transférables	2 783,6	2 712,2	2 726,1	2 682,9	2 813,9	131,1	4,9%	30,3	1,1%	
BCEAO	1,9	0,7	0,4	0,8	0,4	-0,3	-44,9%	-1,4	-77,0%	
Banques	195,7	879,7	195,7	1 282,6	195,7	-1 086,8	-84,7%	0,0	0,0%	
CCP et CNE	301,6	301,6	301,6	301,6	301,6	0,0	0,0%	0,0	0,0%	
M1	3 617,2	3 545,6	3 551,2	3 420,9	3 642,7	221,8	6,5%	25,5	0,7%	
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 967,9	2 019,9	2 084,7	2 118,2	2 074,2	-44,0	-2,1%	106,3	5,4%	
BCEAO	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0%	0,0	0,0%	
Banques	1 967,6	2 019,6	2 084,4	2 117,8	2 073,9	-44,0	-2,1%	106,3	5,4%	
Masse monétaire (M2)	5 585,1	5 565,5	5 635,9	5 539,1	5 716,9	177,8	3,2%	131,8	2,4%	
Actifs extérieurs nets	2 636,8	2 406,6	2 297,1	2 259,4	1 972,1	-287,3	-12,7%	-664,7	-25,2%	
BCEAO	467,4	214,4	-2,0	-153,5	-624,1	-470,6	306,6%	-1 091,5	-233,5%	
Banques	2 169,3	2 192,2	2 299,1	2 412,9	2 596,2	183,3	7,6%	426,8	19,7%	
Créances intérieures	3 487,4	3 741,6	3 954,5	4 014,9	4 396,1	381,3	9,5%	908,7	26,1%	
Créances nettes sur l'Administ	-66,5	135,9	79,7	126,0	142,1	16,1	12,7%	208,6	-313,6%	
BCEAO	-95,4	66,1	36,7	-128,0	60,6	188,5	-147,3%	156,0	-163,5%	
Banques	28,9	69,8	43,0	254,0	81,5	-172,5	-67,9%	52,6	182,0%	
Créances sur l'économie	3 553,9	3 605,7	3 874,8	3 888,9	4 254,1	365,2	9,4%	700,2	19,7%	



Sources : B.C.E.A.O.

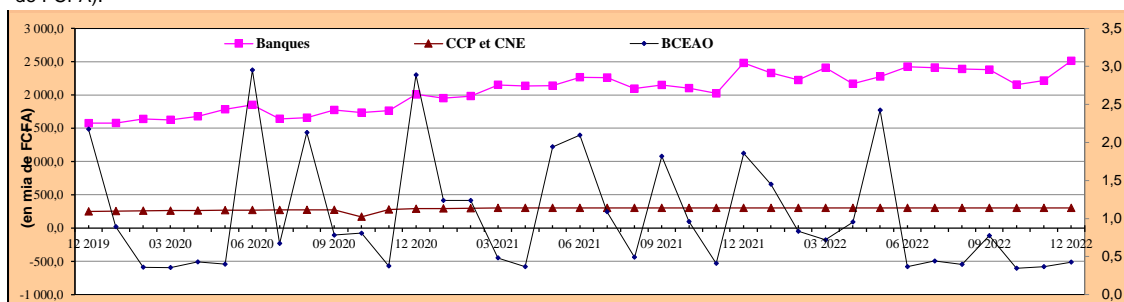
Actifs extérieurs nets (AEN)

Par rapport à fin septembre 2022, les AEN des institutions monétaires ont enregistré un reflux de 287,3 milliards de FCFA (soit -12,7%), attribuable à la Banque Centrale (-470,6 milliards de FCFA, soit -306,6%), les AEN des AID ayant enregistré une hausse (+183,3 milliards de FCFA, soit +7,6%).

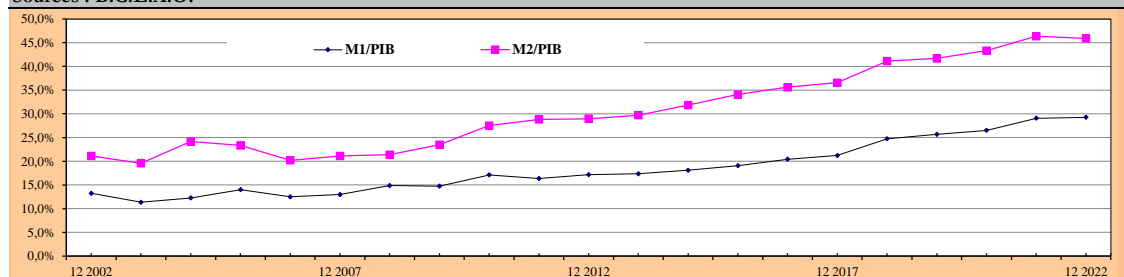
Le repli des AEN de la BCEAO a été imprimé par la baisse de ses créances sous forme d'avoirs en DTS (-12,7 milliards de FCFA) et d'autres actifs extérieurs (-480,7 milliards de FCFA), atténuée par la baisse de ses engagements sur les non-résidents (-28,2 milliards de FCFA).

S'agissant de l'accroissement des AEN des AID, il est dû à l'accroissement de leurs créances extérieures, atténué par la hausse de leurs engagements extérieurs. En effet, leurs créances extérieures brutes ont enregistré une augmentation de 248,1 milliards de FCFA (+9,1%), imprimée notamment par les crédits aux non-résidents (+116,2 milliards de FCFA, soit +19,9%), les encours de titres publics détenus sur les autres Etats de l'Union (+68,0 milliards, soit +3,6%), les dépôts dans les institutions financières non résidentes (+60,6 milliards de FCFA, soit +30,8%) ainsi que par les actions et autres titres de participations (+1,2 milliards de FCFA, soit +2,7%). Les engagements extérieurs des banques ont enregistré quant à eux une hausse de 64,8 milliards de FCFA (+21,1%), imprimée notamment par les crédits obtenus des institutions financières non-résidentes (+34,8 milliards de FCFA, soit +43,9%) ainsi que la hausse des dépôts reçus de leurs clientèles non-résidentes (+31,9 milliards de FCFA, soit +14,3%).

En variation annuelle, les AEN des institutions monétaires ont diminué de 664,7 milliards de FCFA (-25,2%), sous l'effet de la contraction des AEN de la BCEAO (-1.091,5 milliards de FCFA), atténuée par l'accroissement de ceux des AID (+426,8 milliards de FCFA).



Sources : B.C.E.A.O.



Sources : B.C.E.A.O.

Créances intérieures

Les créances intérieures se sont établies à 4.396,1 milliards de FCFA à fin décembre 2022, soit une hausse de 381,3 milliards de FCFA (+9,5%), tirée par les créances sur l'économie (+365,2 milliards de FCFA, soit +9,4%) et les Créances nettes sur l'Administration Centrale (+16,1 milliards de FCFA, soit +12,7%).

En effet, les créances du système bancaire sur l'économie se sont situées à 4.254,1 milliards de FCFA à fin décembre 2022, enregistrant une hausse de 365,2 milliards de FCFA (+9,4%) par rapport à fin septembre 2022, sous l'effet de la hausse des crédits bancaires aux sociétés non-financières privées (+135,9 milliards de FCFA), au secteur public (+50,5 milliards de FCFA) et, aux ménages et ISBLSM (+22,5 milliards de FCFA).

Les créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale se sont établies à 142,1 milliards de FCFA à fin décembre 2022, enregistrant une progression de 16,1 milliards de FCFA en variation trimestrielle, en lien avec la hausse des créances nettes de la BCEAO (+188,5 milliards de FCFA) et atténué par celles des AID (-172,5 milliards de FCFA).

En variation annuelle, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 700,2 milliards de FCFA (+19,7%), expliquée principalement par l'accroissement imprimé principalement par les crédits bancaires (+560,9 milliards de FCFA) et les titres autres qu'actions (+133,2 milliards). L'accroissement des crédits bancaires a été tiré par ceux accordés aux sociétés non-financières privées (+209,3 milliards de FCFA, soit +12,2%), aux ménages et ISBLSM (+253,3 milliards de FCFA, soit +17,0%), aux sociétés

Masse monétaire et ses composantes

En lien avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a enregistré une progression de 177,8 milliards de FCFA (+3,2%), retracée au niveau des dépôts transférables (+131,1 milliards de FCFA, soit +4,9%) et de la circulation fiduciaire (+90,7 milliards de FCFA, soit +12,3%), les autres dépôts inclus dans la masse monétaire ayant enregistré une baisse (-44,0 milliards de FCFA, soit -2,1%).

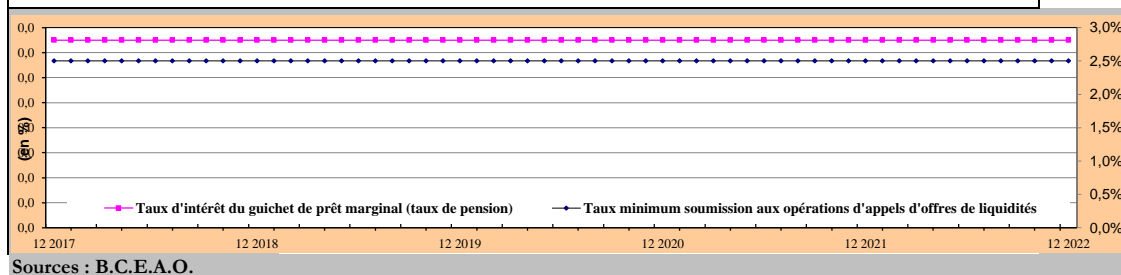
En glissement annuel, la masse monétaire a enregistré un accroissement de 131,8 milliards de FCFA, soit un taux de progression de 2,4%, en dessous de celui de l'Union (+11,3%). Cet accroissement est observé au niveau des dépôts transférables (+30,3 milliards de FCFA, soit +1,1%), des autres dépôts inclus dans la masse monétaire (+106,3 milliards de FCFA, soit +5,4%) et atténué par la baisse de la circulation fiduciaire (-4,8 milliards de FCFA, soit -0,6%).

AGREGATS MONETAIRES	déc.18	déc.19	déc.20	déc.21	déc.22
				Est.	Est.
M1/PIB	25,7%	26,5%	29,1%	32,0%	29,3%
M2/PIB	41,7%	43,3%	46,4%	49,5%	45,9%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	4. Trim. 2021	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	4. Trim. 2022	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Montant des dépôts (en milliards de FCFA)	182,5	182,5	182,5	182,5	182,5	0,0%	0,0%
Taux minimum soumission aux opérations d'appels d'offres de liquidités	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	0,0%	0,0%
Taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension)	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Taux d'intérêt

Au cours du quatrième trimestre 2022, les taux directeurs de la BCEAO ont enregistré des modifications. En effet, le Comité de Politique Monétaire a décidé, lors de sa session ordinaire du 9 décembre 2022, de relever de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO. Cette décision, qui fait suite à la première hausse des taux intervenue en juin puis une seconde en septembre, contribuera à ramener progressivement le taux d'inflation dans l'intervalle cible de la Banque Centrale (1% à 3%) sur le moyen terme. Ainsi, à compter du 16 décembre 2022, le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité est passé de 2,50% à 2,75% et le taux du guichet de prêt marginal, de 4,50% à 4,75% (les anciens taux de 2,50% et 4,50% étaient en vigueur du 16 septembre 2022 au 16 décembre 2022). Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union est resté inchangé à 3,0%.

S'agissant des conditions de banque, sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le volume des nouveaux crédits octroyés au quatrième trimestre 2022 par les banques de la place s'élève à 580,1 milliards de FCFA contre 598,8 milliards de FCFA au troisième trimestre 2022, enregistrant ainsi un repli de 18,7 milliards de FCFA (-3,1%). Le taux moyen appliqué aux crédits au cours de la période sous revue s'est établi à 7,40333% contre 7,91667% au trimestre précédent, soit un repli 0,51333 de point de pourcentage.

Par rapport au quatrième trimestre 2021, le volume des nouveaux crédits mis en place a baissé de 156,6 milliards de FCFA et le taux moyen débiteur appliqué s'est replié de 0,23333 point de pourcentage.

Le volume des dépôts collectés par le système bancaire au cours du quatrième trimestre de l'année 2022 s'est établi à 134,6 milliards de FCFA, contre un montant de 90,8 milliards de FCFA collectés au trimestre précédent, soit une augmentation de 43,8 milliards de FCFA (+48,2%). Le taux de rémunération moyen de ces dépôts est ressorti à 5,616667% contre 4,806667% au deuxième trimestre 2022, soit une hausse de 0,81000 point de pourcentage.

En variation annuelle, le volume des nouveaux dépôts a régressé de 127,2 milliards de FCFA et le taux créditeur moyen appliqué

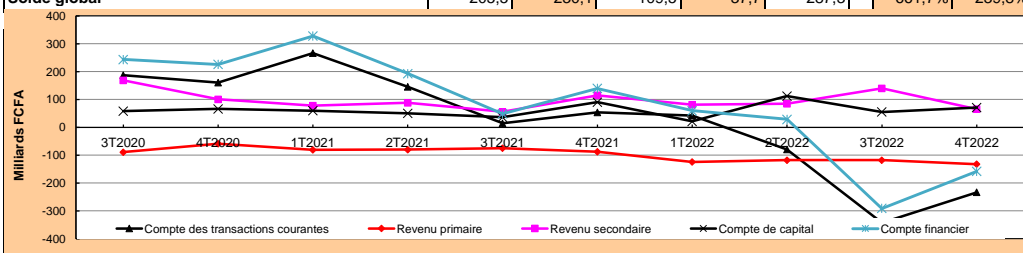
Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Considérablement impactée par la guerre entre la Russie et l'Ukraine, l'activité économique du Burkina a poursuivi son ralentissement durant le quatrième trimestre 2022, en raison de la conjonction de plusieurs facteurs, notamment la dynamique haussière de l'inflation qui a atteint des niveaux inégalés depuis des décennies dans de nombreux pays, le durcissement concomitant des conditions financières internationales ainsi que les répercussions de la guerre russo-ukrainienne.

Dans ce contexte, au cours du quatrième trimestre 2022, les échanges du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduits par un solde global déficitaire de la balance des paiements, après des déficits enregistrés au cours des trois premiers trimestres de l'année 2022. La dégradation du déficit global en variation trimestrielle est attribuable principalement aux sorties nettes de capitaux au titre du compte financier, atténuées par l'amélioration des comptes des transactions courantes et de capital.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2021	2022	2022	2022	2022	trimestriel	annuel
Compte des transactions courantes	54,0	42,2	-79,3	-342,7	-232,9	-32,0%	-531,1%
Biens et services	26,1	85,0	-46,5	-364,7	-166,7	-54,3%	-739,1%
Biens	126,5	186,1	76,9	-226,7	-25,8	-88,6%	-120,4%
Services	-100,4	-101,1	-123,3	-138,0	-140,9	2,1%	40,4%
Revenu primaire	-87,4	-124,2	-117,8	-117,9	-131,8	11,8%	50,9%
– Intérêt sur dette publique	-23,8	-24,7	-36,2	-29,4	-41,3	40,5%	73,6%
Revenu secondaire	115,3	81,4	85,0	139,9	65,6	-53,1%	-43,1%
Administrations publiques	53,6	32,2	31,8	88,1	26,6	-69,8%	-50,4%
Autres secteurs	61,7	49,2	53,2	51,9	39,0	-24,8%	-36,7%
– Envois de fonds des travailleurs	59,7	49,1	51,9	51,3	44,2	-13,9%	-26,0%
Compte de capital	90,2	21,2	112,5	55,5	71,6	29,0%	-20,7%
Transferts de capital	90,1	21,2	112,5	55,4	71,5	29,0%	-20,7%
Administration publique	75,5	6,8	98,1	41,6	56,8	36,4%	-24,8%
Autre secteurs	14,6	14,3	14,4	13,8	14,8	6,8%	0,8%
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comp)	144,2	63,4	33,2	-287,2	-161,4	-43,8%	-211,9%
Compte financier	140,0	59,7	28,6	-290,9	-157,7	-45,8%	-212,6%
Investissement direct	-142,7	-13,0	17,9	12,1	-62,8	-619,0%	-56,0%
Titres de participation	-100,1	-22,4	-28,9	-37,1	-0,6	-98,4%	-99,4%
Instruments de dettes	-42,6	9,4	46,8	49,2	-62,2	-226,5%	46,0%
Investissements de portefeuille	-103,7	-108,0	-116,1	-108,1	-99,8	-7,8%	-3,8%
Titres de participation	0,0	1,0	0,0	1,4	1,7	26,5%	
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	-103,7	-109,0	-116,1	-109,5	-101,5	-7,3%	-2,2%
Autres investissements	382,9	177,9	130,6	-142,1	23,0	-116,2%	-94,0%
Administrations publiques	-450,0	-22,2	-73,4	-143,2	-78,4	-45,2%	-82,6%
Solde global	205,5	-230,1	-109,5	-37,7	-287,3	661,7%	-239,8%



Le compte des transactions courantes

Le solde du compte des transactions courantes s'est affiché déficitaire de 232,9 milliards de F CFA au quatrième trimestre 2022 contre un déficit de 342,7 milliards de F CFA au troisième trimestre 2022, soit une amélioration de 109,7 milliards de F CFA (-32,0%). Cette amélioration est en ligne avec le repli du déficit des comptes des biens et services (+198,0 milliards de F CFA) et atténué, d'une part, par le repli de l'excédent du compte du revenu secondaire (-74,3 milliards de F CFA) et, d'autre part, par l'aggravation du déficit du compte de revenu primaire (-13,9 milliards de F CFA).

Par rapport au même trimestre de l'année 2021 où il avait été observé un excédent de 54,0 milliards de F CFA, le compte courant a enregistré un repli de 286,9 milliards de F CFA au cours du trimestre sous revue, en lien principalement avec la baisse importante de l'excédent du compte de biens et services.

La balance des biens enregistré une amélioration de 200,9 milliards de F CFA en passant d'un solde déficitaire de 226,7 milliards de F CFA au troisième trimestre 2022 à un déficit de 25,8 milliards de F CFA. Cette évolution résulte d'une forte hausse des exportations (+207,4 milliards de F CFA, soit +33,5%), atténuée par la légère hausse des importations (+6,6 milliards de F CFA, soit +0,8%).

La hausse en variation trimestrielle des exportations est en lien principalement avec la progression des expéditions d'or (+113,0 milliards de F CFA, soit 22,4%), de coton (+82,5 milliards de F CFA), de sésame (+23,6 milliards de F CFA, soit 325,8%) et des rebuts en fer (+6,6 milliards de F CFA, soit +376,5%).

En variation annuelle, les exportations sont en hausse de 32,7 milliards de F CFA (+4,1%), imprimée principalement par le coton (+24,3 milliards de F CFA, soit +39,0%), les rebuts en fer (+7,0 milliards de F CFA, soit +376,5%) et le ciment (+5,2 milliards de F CFA, soit +152,7%).

Quant à la hausse de la valeur des importations en rythme trimestriel, elle est imprimée par les achats de biens intermédiaires (+22,4 milliards de F CFA, soit +12,8%), de biens alimentaires (+7,8 milliards de F CFA, soit +8,9%), de produits énergétiques (+1,5 milliard de F CFA, soit +0,4%) et des "autres biens" (+1,5 milliard de F CFA, soit +0,4%).

En glissement annuel, la valeur des importations est en hausse de 184,9 milliards de F CFA (+27,7%), à la faveur d'une progression des produits énergétiques (+147,0 milliards de F CFA, soit +69,0%), des biens intermédiaires (+30,1 milliards de F CFA, soit +18,0%), de biens alimentaires (+18,5 milliards de F CFA, soit +24,0%) et des "autres biens" (+6,0 milliards de F CFA, soit +26,2%).

La balance commerciale est ressortie débitrice de 25,8 milliards de F CFA au quatrième trimestre 2022, enregistrant une amélioration de 152,3 milliards de F CFA par rapport au quatrième trimestre 2021, résultant d'une progression des importations (+184,9 milliards de F CFA, soit +27,7%) plus forte que celle des exportations (+32,7 milliards de F CFA, soit +4,1%).

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 97,0% au quatrième trimestre contre 73,2% un trimestre plus tôt et 118,9% au quatrième trimestre de 2021.

Le déficit structurel de la balance des services s'est légèrement creusé en passant d'un niveau de 138,0 milliards de F CFA au troisième trimestre 2022 à 140,9 milliards de F CFA au quatrième trimestre 2022. Ce creusement s'explique principalement par la hausse des paiements nets au titre des autres services tels que les télécommunications, construction, etc. pour un montant de 3,8 milliards de F CFA (-9,9%). En glissement annuel, le déficit de la balance des services s'est creusé de 40,5 milliards de F CFA (+40,4%).

Le compte du revenu primaire s'est soldé par des paiements nets de ressources aux non-résidents de 131,8 milliards de F CFA au quatrième trimestre 2022, après des paiements nets de 117,9 milliards de F CFA au trimestre précédent, soit une augmentation de 13,9 milliards de F CFA, imprimée notamment par les paiements effectués au titre des revenus des investissements.

En variation annuelle, le solde déficitaire du compte du revenu primaire s'est aggravé de 44,5 milliards de F CFA, en lien notamment avec la hausse des paiements au titre des revenus des investissements (-54,7 milliards de F CFA).

L'excédent structurel du compte du revenu secondaire s'est replié de 62,2 milliards de F CFA en se situant à 65,6 milliards de F CFA au trimestre sous revue, après un niveau de 139,9 milliards de F CFA au troisième trimestre de 2022. Ce repli est imprimé principalement par la baisse importante des transferts courants au profit de l'administration publique (-60,7 milliards de F CFA, soit -69,8%). Au cours du quatrième trimestre de l'année 2022, aucun décaissement n'a été effectué au titre des dons programmes au profit de l'Administration publique.

En variation annuelle, l'excédent du compte du revenu secondaire s'est replié de 49,7 milliards de F CFA, en raison de la contraction des transferts courants au profit de l'Administration publique (-27,0 milliards de F CFA, soit 50,4%) et au profit du secteur privé (-22,6 milliards de F CFA, -36,7%).

Le compte de capital s'est soldé par un excédent de 71,6 milliards de F CFA, après une réalisation de 55,5 milliards de F CFA au troisième trimestre 2022, soit un afflux de 16,1 milliards de F CFA, principalement sous l'effet de la progression des transferts en capital au profit de l'Administration publique. En effet, les dons projets au profit de l'Administration publique ont été mobilisés à hauteur de 56,8 milliards de F CFA au cours du quatrième trimestre 2022, contre 41,7 milliards de F CFA au cours du trimestre précédent.

De l'évolution des comptes des transactions courantes et de capital, il résulte un besoin de financement de l'économie burkinabè d'un montant de 161,3 milliards de F CFA contre un besoin de financement de 287,2 milliards de F CFA au trimestre précédent. Au quatrième trimestre 2021, une capacité de financement de 144,2 milliards de F CFA avait été enregistrée.

Le compte financier a enregistré des sorties nettes de capitaux de 129,6 milliards de F CFA, après des entrées nettes de 253,2 milliards de F CFA au troisième trimestre 2022. Cette évolution est notamment en lien principalement avec les sorties nettes de capitaux au titre des autres investissements (prêts, emprunts et crédits commerciaux, autres comptes à payer / recevoir) à hauteur de 292,2 milliards de F CFA.

Au quatrième trimestre de 2021, le compte financier avait enregistré des entrées de capitaux de 65,5 milliards de F CFA.

Solde global

Au quatrième trimestre de l'année 2022, les transactions du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduites par un solde global de la balance des paiements déficitaire de 287,3 milliards de F CFA après un déficit de 37,7 milliards de F CFA au troisième trimestre 2022 et un excédent de 205,5 milliards de F CFA une année plus tôt. La dégradation du déficit global en variation trimestrielle (-

Sources : B.C.E.A.O.

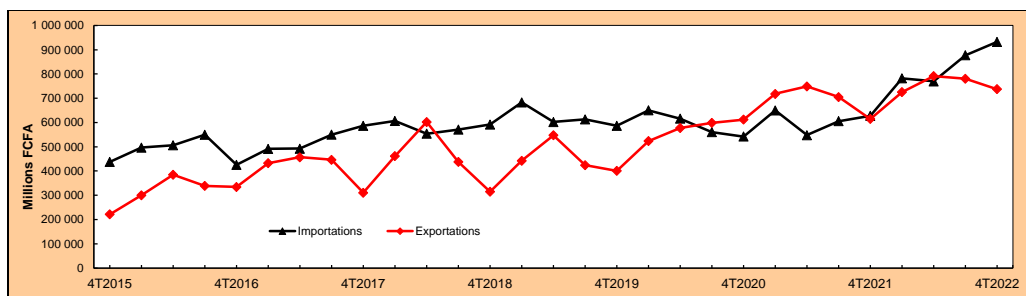
COMMERCE EXTERIEUR							
IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2021	2022	2022	2022	2022	trimestriel	annuel
TOTAL	782 680,0	769 539,5	877 440,3	925 565,4	932 734,4	0,8%	19,2%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	8 644,9	9 072,6	9 011,0	9 666,2	8 097,8	-16,2%	-6,3%
Produits du règne végétal	44 512,2	34 736,3	48 032,9	50 489,6	58 807,8	16,5%	32,1%
Graisses et huiles animales ou végétales	4 379,5	2 912,8	2 916,2	3 492,1	5 562,1	59,3%	27,0%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	38 974,8	27 473,0	50 319,6	36 704,0	34 672,4	-5,5%	-11,0%
Produits minéraux	297 736,9	277 488,1	339 321,8	398 595,3	415 932,4	4,3%	39,7%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	80 784,3	116 910,9	103 006,6	108 494,8	100 958,6	-6,9%	25,0%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	33 196,3	33 307,1	29 967,6	25 743,4	28 837,4	12,0%	-13,1%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	1 466,6	1 603,1	1 404,3	1 282,2	1 180,6	-7,9%	-19,5%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 395,4	1 410,7	2 344,7	2 320,8	1 841,3	-20,7%	32,0%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	11 097,3	9 352,8	14 506,0	11 763,4	13 779,1	17,1%	24,2%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	13 452,2	17 028,3	15 933,0	13 148,3	12 299,2	-6,5%	-8,6%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	2 163,7	1 928,4	2 174,8	1 578,4	1 589,7	0,7%	-26,5%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	7 602,4	6 884,7	8 724,8	10 490,0	9 677,9	-7,7%	27,3%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	235,1	183,9	230,5	250,5	192,9	-23,0%	-17,9%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	54 514,7	65 144,7	71 683,7	69 518,5	82 688,8	18,9%	51,7%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	108 980,7	100 216,3	119 606,9	111 902,9	92 491,1	-17,3%	-15,1%
Matériel de transport	58 039,0	49 770,8	44 594,1	51 459,4	44 271,8	-14,0%	-23,7%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	8 385,2	7 755,1	6 981,9	10 904,4	11 509,7	5,6%	37,3%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	86,9	188,8	128,3	227,7	269,0	18,1%	209,6%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une légère hausse de 0,8%, portant le niveau des importations de 925,6 milliards de FCFA au troisième trimestre 2022 à 932,7 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2022. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des importations de certains produits notamment les graisses et huiles animales ou végétales (+59,3%), les métaux communs et ouvrages en ces métaux (+18,9%), les armes, munitions et leurs parties et accessoires (+18,1%), les pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques (+17,1%), les produits du règne végétale(+16,5%), les matières plastiques et ouvrages en ces matières ; caoutchouc (+12,0%), les instruments et appareils d'optique, de photographie (+5,6%).

Comparativement au même trimestre de 2021, on observe également une hausse de 17,2% des importations. Cette hausse annuelle est imputable principalement à l'évolution des importations d'armes, munitions et leurs parties et accessoires qui ont été multiplié par deux, à l'importation des produits minéraux (+40,2%), des instruments et appareils d'optique, de photographie (36,9%), des produits du règne végétal (+32,1%), du Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège (+32,0%), des ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante (+28,4%), des graisses et huiles animales ou végétales (+27,0%), des Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes(24,4%), et des Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques (24,2%).

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2021	2022	2022	2022	2022	trimestriel	annuel
TOTAL	725 718,9	791 398,1	780 826,3	521 285,6	737 657,1	41,5%	1,6%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	388,7	319,0	340,2	115,3	231,7	100,9%	-40,4%
Produits du règne végétal	35 424,7	48 796,8	76 691,2	25 655,8	43 711,4	70,4%	23,4%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagine	29 925,9	29 109,5	9 011,0	7 931,8	34 344,9	333,0%	14,8%
Graisses et huiles animales ou végétales	5 348,2	5 415,4	6 149,4	2 596,3	5 301,3	104,2%	-0,9%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	2 854,6	5 705,1	5 254,7	4 651,8	6 237,9	34,1%	118,5%
Produits minéraux	25 379,2	49 691,6	24 745,2	18 843,3	13 817,0	-26,7%	-45,6%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	1 699,0	2 487,0	2 733,0	3 103,5	2 995,5	-3,5%	76,3%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	1 242,0	451,6	550,9	951,8	825,6	-13,3%	-33,5%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	66,9	99,7	111,8	135,0	130,0	-3,7%	94,2%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	10,0	102,2	32,1	12,3	10,0	-18,6%	-0,3%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	107,8	496,2	883,5	300,8	90,6	-69,9%	-15,9%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	62 958,1	135 581,0	63 006,2	5 108,6	87 270,1	1608,3%	38,6%
dont coton fibre	62 801,6	135 349,7	62 921,4	4 794,2	86 990,1	1714,5%	38,5%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	12,2	10,2	14,6	10,0	15,3	53,4%	24,8%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	21,3	32,5	88,2	31,9	14,7	-53,8%	-30,9%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	571 955,0	525 762,8	584 916,6	439 137,3	552 471,5	25,8%	-3,4%
dont or	571 025,1	524 991,4	584 056,0	438 504,9	551 524,8	25,8%	-3,4%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	3 132,9	4 550,2	6 772,2	4 620,4	11 832,4	156,1%	277,7%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	8 928,2	6 876,1	3 460,7	11 908,3	6 824,1	-42,7%	-23,6%
Matériel de transport	5 862,7	4 569,1	4 443,7	3 305,4	5 461,6	65,2%	-6,8%
Instrument et appareils d'optique, de photographie	126,6	98,6	306,7	373,9	243,9	-34,8%	92,7%
Marchandises et produits divers	160,5	151,7	313,6	379,7	170,4	-55,1%	6,2%

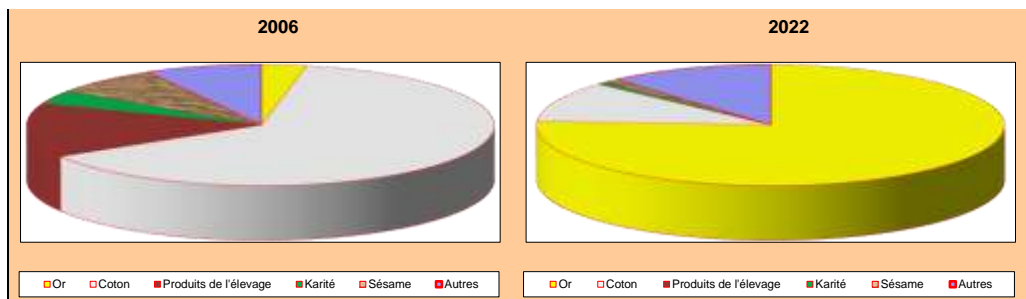


Au quatrième trimestre 2022, les exportations enregistrent une importante hausse de 41,5% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 521,3 milliards FCFA au troisième trimestre 2022 à 737,6 milliards FCFA au quatrième trimestre 2022. Cette tendance est imputable principalement à la hausse des principaux produits exportés par le pays. En effet, les exportations du coton ont été multipliées par 20 par rapport au trimestre précédent en raison de la reprise de l'égrainage du coton. L'or non monétaire qui est le principal produit d'exportation est en hausse de 25,8%, passant de 438,5 milliards de FCFA au troisième trimestre 2022 à 552,5 milliards FCFA au quatrième trimestre 2022. Il en est de même des animaux vivants et produits du règne animal (+100,9%), les produits du règne végétal (+70,4%), les graisses et huiles animales ou végétales (+104,2%), les métaux communs et ouvrages en ces métaux (+156,1%) et les matériaux de transport (+65,2%).

En glissement annuel, on observe une légère hausse de 1,2% des exportations, soit une hausse de 8,8 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2021. Cette évolution est imputable principalement à la hausse des machines et appareils, matière électrique et leurs parties (+238,8), des produits des industries alimentaires ; boissons, alcools (+91,0%), les instruments et appareils d'optique, de photographie (+83,4), combinés à la baisse des produits minéraux (-48,8%), des animaux vivants et produits du règne animal (-40,4%)

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2006	2019	2020	2021	2022
Part de l'or dans total	3,1%	73,3%	81,7%	76,4%	75,9%
Part du coton dans total	63,2%	9,0%	5,4%	8,1%	10,8%
Part des produits de l'élevage dans total	14,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Part du karité dans total	3,8%	1,7%	0,9%	0,7%	0,7%
Part du Sésame dans total	7,4%	1,8%	1,3%	1,1%	1,0%
Part des autres produits dans total	8,1%	14,3%	10,6%	13,6%	11,5%

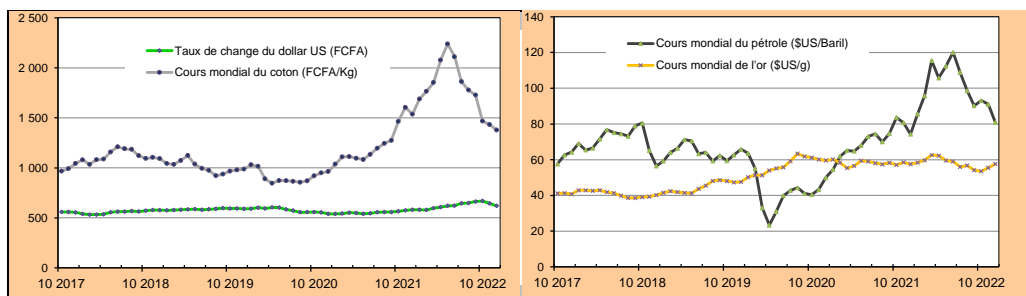


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (57%) et celles de produits de l'élevage (20,1%) en 2002, il ressort une prédominance de l'or avec 75,9% de la part des exportations en 2022. Cela se justifie principalement par les

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	4. Trim. 2021	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	4. Trim. 2022	Glissement	
Moyenne trimestrielle						trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	573,5	584,5	615,8	651,6	643,5	-1,2%	12,2%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	79,6	99,0	112,7	99,2	88,4	-10,9%	11,0%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	2 674,6	3 024,7	3 477,7	2 746,5	2 215,6	-19,3%	-17,2%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	57,7	60,3	60,3	55,6	55,6	-0,1%	-3,7%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	45,6	57,9	69,5	64,6	57,0	-11,8%	24,9%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	1 534,1	1 768,3	2 141,9	1 788,8	1 425,5	-20,3%	-7,1%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	33,1	35,2	37,1	36,2	35,7	-1,4%	8,0%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,034	0,031	0,031	0,028	0,025	-9,3%	-25,3%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, **le cours du dollar sur le FCFA connaît un repli** après la hausse soutenue jusqu'au niveau record en fin septembre 2022. Au dernier trimestre 2022, le cours a baissé de 1,2% en ressortant en moyenne à 643,5 FCFA contre 651,6 FCFA le trimestre précédent. Par contre, en glissement annuel, le cours du dollar reste au-dessus de sa valeur par rapport au franc FCFA au même trimestre de l'année précédente, avec une appréciation de 12,2%. Cette dépréciation du cours du dollar US s'expliquerait par la baisse des taux d'intérêts en lien avec le ralentissement de l'inflation constaté en octobre aux Etats-Unis.

- Prix des produits exportés :

Poursuite du repli du cours du coton sur les marchés mondiaux au 4^{ème} trimestre 2022. Il ressort à 2215,6 dollars la tonne contre 2746,5 dollars au trimestre précédent, soit -19,3% de baisse. De même, en glissement annuel, il est en baisse de 17,2%. Converti en francs CFA, la fibre de coton qui valait 1788,8 FCFA le kilogramme au troisième trimestre 2022, chute à 1425,5 FCFA au cours du quatrième trimestre, soit une perte de 20,2%. En glissement annuel, le cours de la fibre de coton est aussi en repli de 7,1% et cette évolution s'explique par un excès d'offre en dépit des aléas climatiques qui ont affecté la production aux Etats-Unis (sécheresse), en Afrique de l'Ouest (ravageur) et au Pakistan (inondation).

- Cours de l'or :

Au quatrième trimestre 2022, **le cours de l'or est quasi-stable**, avec une évolution de -0,1%. En effet, le cours de l'or s'est affiché, en moyenne à 55,6 dollars le gramme ce trimestre comme au trimestre précédent. Cependant, sur la base annuelle, le cours de l'or est en dessous du niveau du même trimestre de l'année passée de -3,7%. Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 35 729 francs le gramme, en baisse de 1,4% en rythme trimestriel, sous l'effet de la baisse du dollar. Son glissement annuel enregistrant une hausse de 8,0%. Le niveau du cours de l'or demeure élevé en lien avec les incertitudes qui pèsent sur l'économie mondiale.

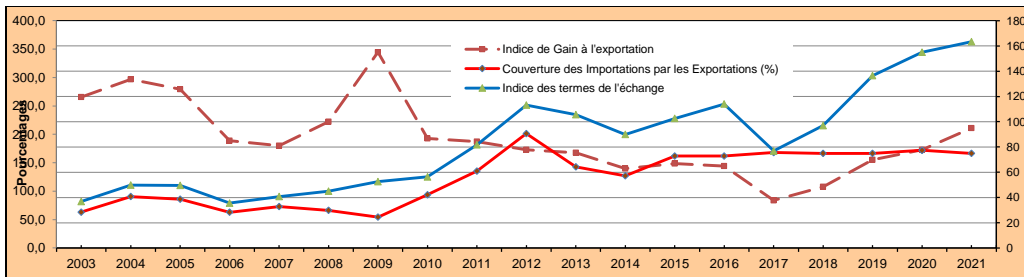
- Prix des produits importés :

Sur le marché du pétrole, le dernier trimestre 2022 a enregistré **une poursuite de la baisse du cours entamée au troisième trimestre**. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 88,4 dollars au quatrième trimestre 2022 contre 99,2 dollars le trimestre précédent, correspondant à une diminution de 10,9%. Comparé à la même période en 2021, le cours du baril de pétrole a enregistré une hausse de 11,0%. Exprimé en franc FCFA, il est en baisse de 11,8% et en hausse de 24,9%, respectivement en rythme trimestriel et en glissement annuel. Le niveau élevé du cours du pétrole depuis le mois de mars 2022 s'explique, notamment par les effets de la crise russo-ukrainienne, avec la baisse des exportations de pétrole par la Russie (considérée comme deuxième producteur mondial avec environ 11% de réserve mondial de pétrole).

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2017	12 2018	12 2019	12 2020	12 2021	Var. 2021	
						Var./2020	Var./2019
Indice prix à l'exportation	178,3	263,1	263,4	314,0	308,5	-1,8%	17,1%
Indice prix à l'importation	82,7	86,7	76,4	76,1	84,9	11,7%	11,1%
Indice des termes de l'échange	215,5	303,5	344,6	412,8	363,2	-12,0%	5,4%
Indice de gain à l'exportation	48,5	69,9	77,8	67,1	94,9	41,5%	22,0%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	74,9	74,9	77,3	105,8	74,9	-29,2%	-3,1%



Le taux de couverture des exportations par les importations a eu une allure tendancielle croissante depuis 2007. Il a progressé de 21,1% en décembre 2007 pour s'établir à 90,6% en 2011, année d'établissement de son premier pic dont l'évolution est en relation avec le boom minier. Depuis lors, le taux de couverture a oscillé autour de cette tendance pour atteindre un nouveau pic de 74,9% en décembre 2021 toujours en lien avec l'expansion minière.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOCIÉTÉ NATIONALE de GÉSTION du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si ITE < 100 on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si ITE > 100 on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale:

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n, le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

$$\text{où } X_{n,i} \text{ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.} \quad \frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François KABORE, Barbi NIANGAO, Issaka	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
TASSEMBEDO Mathieu	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
ZANGO/ZEBA Salimata	Prix des produits agricoles	SONAGESS
PODA Ansonibè	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
TASSEMBEDO Mathieu	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
ZANGO/ZEBA Salimata	Production de l'agriculture	SONAGESS
OUEDRAOGO Mahamadi MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
TRAORE, Sibiri	Situation monétaire	BCEAO
TRAORE, Sibiri	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
SARA Karim	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
TOUGMA, Jean Gabriel SAWADOGO P. Dieudonné NEYA Ferdinand	Secteur extérieur (Cours des matières premières) Comptes nationaux trimestriels	DGEP INSD